

Communistes

www.PCF.fr

Assemblée des femmes Une belle réussite sororale et politique (p. 3)



Vidéo

Discours
d'introduction de
F. Roussel

Le communisme municipal, ça marche

(p. 4)

Boycott

Le MEDEF boycotte la conférence sur le travail qui vient de s'ouvrir au Conseil économique et social. Voilà une instance qui va débattre du travail, de l'emploi, des retraites. Il devrait y être question des conditions et de l'organisation du travail, de la pénibilité, du management, du statut des travailleurs privés et de celui des agents de l'État, de ceux des collectivités territoriales, des hôpitaux. La CGT entend y insister notamment sur les accidents du travail, « une hécatombe de morts au travail » ces derniers mois. Mais le Medef a décidé de boycotter ce forum. Le travail, la vie des salariés ? Le Medef s'en fout ; lui il compte ses sous. ☹

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF
les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

ESCALADE GUERRIERE DE MACRON = AUGMENTATION DU BUDGET DE LA GUERRE



12 décembre, à partir de 18 h : La section du PCF Arlysère recevra Valère Staraselski, journaliste, historien et écrivain, pour une conférence/débat autour de « La question communiste », en appui sur l'étude de Domenico Losurdo, philosophe et historien, « penseur du communisme ». Local du PCF Arlysère, 8 rue Bugeaud, Albertville (73)

12 décembre, à partir de 19 h : La commission Culture du Parti communiste français présente la soirée « La Révolution Satie » : cette soirée invite à redécouvrir Érik Satie, elle proposera une causerie intitulée « Satie, le souffle d'une révolution musicale », animée par Marc Dumont et Clément Garcia, ainsi qu'un récital du jeune pianiste Martin Jaspard. Entrée à 15 € : <https://boutique.pcf.fr/evenements/la-revolution-satie/>. Espace Niemeyer, Paris (75019)

13 décembre, à partir de 9 h : La commission Écologie présentera lors d'une séance visio ses différents groupes de travail avec les enjeux traités et leur plan de travail sous forme d'échange avec les camarades. Écriture d'un manifeste (à 15h45). 16h30 : Présentation de deux nouveaux groupes en lancement : 1) Enjeux internationaux et écologie ; 2) Économie circulaire-ressource-déchets ; 17 h Conclusion. Lien visio : <https://visio.pcf.fr/b/ama-5mz-lof-elr> Pour des questions d'organisation, pensez à vous inscrire en écrivant à ecologie@pcf.fr

13 décembre, à partir de 14 h : La section du PCF Arlysère organise l'Après-Midi du Livre, avec un grand choix de livres présentés par la librairie associative Jean-Jacques Rousseau de Chambéry et rencontre avec des auteurs qui présenteront leurs œuvres. Local du PCF Arlysère, 8 rue Bugeaud, Albertville (73)

13 décembre, à partir de 14 h : Les communistes du Tarn-et-Garonne organisent une journée de solidarité concrète avec Gaza : Au programme : 14 h-20h30 : Prise de parole de militantes participantes de la marche pour Gaza stoppées en Égypte, de Cédric Caubère membre de la flottille, ainsi que de l'AFPS 82 et la CGT 82 qui feront état de la réalité sur le terrain. Salle Laurier, Montech (82)

19 décembre, à partir de 18 h : L'Huma-café® de Nantes : Qu'est-ce qu'une femme ? Avec Patricia Lemarchand, médecin (pneumologue) et professeure de biologie cellulaire à Nantes Université. Elle a dirigé avec Muriel Salle l'ouvrage Qu'est-ce

qu'une femme ? Catégories homme/femme : débats contemporains (éd. Matériologiques, 2023). Par ailleurs, elle travaille à mettre en lumière les inégalités d'accès aux soins médicaux hommes-femmes. Lieu Unique, Nantes (44)

19 & 20 décembre : Les communistes du Bassin d'Arcachon fêtent les 80 ans de la sécurité sociale avec deux expositions, celle de l'Institut histoire sociale de la CGT 33 et celle du PCF. Vendredi, à partir de 14 h, inauguration de l'exposition ; 18 h, apéritif dinatoire ; 19 h, projection du film La Sociale. Samedi, de 10 h à 19 h, l'exposition continue, avec en plus des projections de vidéos ; à 15 h, débat. Salle des Lugées, Arès (33)

12 janvier, à partir de 18 h 30 : Vœux de Fabien Roussel. Inscription en ligne : https://www.pcf.fr/voeux_fr_2026 Siège du PCF, Paris (75019)

LES INITIATIVES DE LA FONDATION GABRIEL-PÉRI

11 décembre, à partir de 18 h 30 : La loi de 1905, un souffle de libération et d'émancipation pour hier et pour demain. À l'occasion du 120^e anniversaire de cette loi, la Fondation Gabriel-Péri et La Marseillaise s'associent pour présenter les raisons qui ont poussé les hommes et femmes de progrès à emprunter cette voie au début de notre siècle et, à la lumière des enjeux de notre temps, aborder l'actualité de la bataille laïque. Avec Geneviève Couraud, militante pour les droits des femmes, Pierre Ouzoulias, vice-président (PCF) du Sénat, membre du Conseil d'administration de la Fondation Gabriel-Péri et Jean-Paul Scot, historien. Siège de La Marseillaise, 15 cours d'Estienne d'Orves, Marseille (13)

12 décembre, à partir de 14 h : Les oubliées du Front populaire, séance 3 des ateliers sur l'histoire du communisme. Cette séance vise à analyser la place des femmes dans l'histoire du Front populaire, aussi bien dans une perspective locale que transnationale. Avec Louise Bur Palmieri, doctorante en histoire contemporaine à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, Daria Dyakonova, historienne de La Sapienza Université de Rome, Benoît Kermol, doctorant en histoire contemporaine à l'EHESS. Inscription : <https://gabrielperi.fr/archives-histoires/les-oublies-du-front-populaire>. Campus Condorcet, Bâtiment Recherche Sud, salle 0.015, Aubervilliers (93)

Assemblée des femmes

Une belle réussite sororale et politique

Cent vingt camarades de 40 fédérations différentes ! Quelle belle réussite sororale et politique pour la 3^e édition de l'Assemblée des femmes ! Autour de 4 plénières, plus de 60 interventions pour échanger, partager, proposer, se soutenir dans nos réalités souvent similaires, malgré nos territoires et parcours différents.

L'Assemblée des femmes s'est tenue sur deux jours comme demandé par les camarades, nous avons pu profiter d'une soirée mémorable pour chanter ensemble et créer du lien.

L'occasion également de revenir sur le succès des assemblées des femmes à l'échelle départementale, lancées par Fabien Roussel lors de la 2^e édition de l'Assemblée des femmes. Une dizaine de fédérations a pu tenir cette initiative du Nord aux Bouches-du-Rhône en passant par le Vaucluse ouvrant aux femmes des espaces de libre parole consacrés à des sujets d'organisation et programmatiques liés aux territoires concernés.

Cette 3^e édition portait une attention particulière à l'engagement des femmes, en lien avec les élections municipales à venir. La première table ronde était consacrée aux freins et leviers de l'engagement des femmes, la deuxième table sur les enjeux programmatiques avec au cœur de nos préoccupations la promotion et la défense des services publics, la troisième célébrait les 80 ans de la Fédération démocratique internationale des femmes, la solidarité internationale féministe (avec la participation de camarades féministes en responsabilité en Espagne, au Portugal et à Chypre) et la dernière plénière revenait sur les 80 ans de Femmes Solidaires, l'histoire des luttes féministes, et a permis



aux camarades d'échanger parcours et expériences, de manière diverse et intergénérationnelle. Nous avons pu échanger des pratiques organisationnelles qui permettent de favoriser la participation des femmes à nos instances : organisation et prise en charge des gardes d'enfant, prises de parole alternées, diversité des horaires des réunions, etc. Des défis posés au dernier Congrès et notifiés dans nos textes pour asseoir la légitimité de ces revendications par les camarades dans l'ensemble des fédérations.

La lutte contre les violences sexistes et sexuelles, assurée notamment par le Dispositif Stop Violences est un enjeu essentiel pour que les femmes soient en sécurité, respectées dans leur intégrité morale et physique au sein de notre parti et que nous garantissions un espace de militantisme sain et sécurisé.

Un week-end marqué par une volonté politique forte de porter le féminisme haut et fort comme indissociable de notre projet communiste et de



relever le défi de la féminisation de notre parti. Les participantes ont aussi soulevé l'importance que l'ensemble des camarades se forment aux enjeux féministes.

La conquête des droits des femmes est une condition de progrès social et s'inscrit pleinement dans la lutte des classes. Le patriarcat refuse de mourir et se nourrit du capitalisme. Nous faisons face à une résurgence forte de l'idéologie masculiniste dans une période de crise politique et sociale.

La mobilisation des femmes de la classe travailleuse est la condition de la victoire de notre camp. Notre projet féministe est une force collective, un moteur de luttes sociales et de renforcement de notre parti. Ce projet émancipateur marque notre détermination à dessiner les jours heureux ! 🇫🇷

Shirley Wirden

membre du Comité exécutif national

Le communisme municipal, ça marche !

Niché en bord de Seine, le village normand d'Alizay se trouve à 1/2 heure d'Évreux et de Rouen. Il est bordé par une forêt et de champs sur les coteaux, mais aussi par une zone d'activités artisanales et industrielles le long du fleuve.

Ce cadre varié est à l'image d'une population mixte et plutôt modeste où on trouve nombre de salariés, d'ouvriers, mais aussi de chômeurs et retraités. La présence d'une gare SNCF, tout comme la proximité de l'autoroute, d'une grande zone commerciale et du chef-lieu de canton en font une commune très demandée, bien que limitée dans ses possibilités d'extension. Mais ce village de 1 600 habitants connaît un destin singulier depuis qu'une équipe communiste y a été élue en 1977.

La commune se distingue par de nombreux équipements au service de la collectivité : grand stade, gymnase, mur d'escalade, dojo, salle de danse et city stade pour les activités physiques et sportives ; médiathèque, école de musique, salle d'exposition et salle des fêtes pour la culture ; Maison d'assistantes maternelles, écoles maternelle et élémentaire, centre de loisirs et restauration scolaire pour les enfants. Ajoutons la présence de différents commerces sur la place du centre-bourg et celle de professionnels de santé : généralistes, kinésithérapeutes, dentistes, infirmières...

Les dispositifs mis en place attestent d'une réelle politique de solidarité : bons d'achat et de chauffage, soutien au CCAS et à la vie associative, vestiaire et épicerie solidaires ; colis de fin d'année,



repas de la municipalité et voyage annuel pour tous nos seniors ; BAFA et permis solidaires, «Sport pour tous», Maison des solidarités, accompagnement quotidien par le médiateur social ; gratuité des fournitures scolaires, soutien à la coopérative et aux projets des écoles.

Voilà sans doute pourquoi Alizay, en plus de sa chaufferie bois, de ses labels «3 fleurs» et «Territoire engagé pour la nature», a été classé à la 1re place des «Village où il fait bon vivre» de l'Eure.

Difficile de résumer ici près de cinq décennies de politique communiste, mais notre projet alimentaire l'illustre bien. En 2018, nous décidons de remunicipaliser la restauration scolaire et installons une véritable équipe dans un bâtiment neuf. Nous faisons alors évoluer la part du bio jusqu'à atteindre les 100 % en 2024. Dans le même temps, nous mettons en place le portage de repas à domicile, l'objectif «zéro déchet», les repas partagés entre aînés et écoliers, mais aussi une tarification sociale pour



payer selon ses moyens. Pour garantir la solidité du projet, un agent obtient son Diplôme universitaire en alimentation durable municipale.

Demain, d'autres projets verront le jour : Maison du Peuple pour un accompagnement citoyen au plus près des besoins ; piste cyclable connectée à la gare pour des mobilités plus douces ; ferme maraîchère pour alimenter la restauration en circuit court ; création d'un quartier de 4 hectares en cœur de village avec résidence pour retraités indépendants ; Maisons grand âge pour proposer une alternative aux Ehpad... Le tout, en gardant la volonté d'agir dans le concret, au plus près de la vie de nos administrés.✱

Arnaud Levitre

Maire d'Alizay
conseiller départemental de l'Eure

PLFSS 2026 : Aujourd'hui comme hier, les communistes engagés pour la Sécurité sociale

Tout au long du débat sur le PLFSS 2026, les parlementaires communistes ont agi avec une boussole, celle de faire vivre le principe même de la Sécurité sociale, porté par Ambroise Croizat : de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins. Alors que le renoncement aux soins grandit, que les salaires stagnent et que les licenciements se multiplient, les régressions sociales portées par des forces au service du capital sont gravissimes.

Les parlementaires communistes ont révélé le mensonge d'un déficit insurmontable de la Sécurité sociale et combattu les forces qui veulent la détruire méthodiquement pour servir le profit d'une minorité.

Ils se sont battus pour des ressources nouvelles et justes en rejetant les coupes dans les dépenses et en portant des propositions de financement permettant de répondre aux immenses besoins en matière de santé. Il est inacceptable que le travail paye à la place du capital !

Ils ont défendu l'abrogation de la réforme des retraites et restent insatisfaits d'un décalage qui ne touchera que les générations nées entre 1964 et 1968.

Avec les présidents de nos deux groupes au Sénat et à l'Assemblée, nous avons à chaque fois exigé du Premier Ministre qu'il abandonne les nombreuses mesures qui attaquaient le pouvoir d'achat des salarié·es, des retraité·es, des jeunes ou des personnes malades. Et ensemble, avec les autres forces de gauche, nous avons pu arracher des victoires : l'abandon des deux jours fériés, le retour de l'indexation de l'ensemble des pensions et des minimas sociaux, le rejet du doublement des franchises médicales ou encore de l'augmentation des cotisations sur les apprentis, l'augmentation de l'ONDAM à

3 % et le maintien des aides à l'embauche dans les territoires d'Outre-mer. Nous avons aussi gagné une modeste hausse de la CSG sur le capital.

Au terme de l'examen, force est de constater que ce budget de la Sécurité sociale, bâti sous la pression des forces de droite et d'extrême droite majoritaires au Parlement, reste encore éloigné des besoins de notre système public, avec des moyens insuffisants et des charges supplémentaires pour nos hôpitaux au titre de la CNRACL, une taxe sur les mutuelles, une baisse des allocations familiales, des exonérations de cotisations accordées sans tenir compte du rapport sur les 211 milliards d'euros d'aide publiques accordées aux entreprises.

La droite a une nouvelle fois démontré qu'elle préférerait taxer les salarié·es, les retraité·es et les malades plutôt que d'aller chercher des recettes en mettant à contribution les revenus financiers immenses qui restent exonérés de toute cotisation sociale.

Devant ce bilan contrasté, les députés du groupe GDR ont choisi majoritairement de voter contre quand d'autres ont choisi de s'abstenir.

Le PCF poursuivra avec détermination le combat pour le développement de la Sécurité sociale et la réponse aux besoins de santé de nos concitoyens et concitoyennes. L'heure est à porter un grand projet ambitieux de Sécurité sociale conduit par les travailleurs et travailleuses :

- **Le développement des cotisations sociales contre la fiscalisation actuelle**
- **Une contribution additionnelle sur les revenus financiers des entreprises**
- **La fin des exonérations de cotisations sociales et la**



LE TRAVAIL CONTRE LE CAPITAL

AUJOURD'HUI 18H50 BFM TV.

modulation des taux des cotisations en fonction des politiques d'emploi et de salaires des entreprises

- **Un système de sécurité d'emploi et de formation pour en finir avec le chômage et la précarité et contribuer à un financement solide de la Sécurité sociale.**

- **Un développement massif des services publics, notamment de l'hôpital public avec des pré-recrutements immédiats.**

Paris, le 10 décembre 2025
Parti communiste français

Le PCF organise "La Révolution Satie"

**vendredi 12 décembre 2025 à 19 h
à l'Espace Niemeyer.**

Cette soirée invite à redécouvrir Erik Satie dans le contexte d'une époque marquée par la toute-puissance d'un capitalisme conquérant, l'essor des sciences et des technologies, mais aussi l'irruption du mouvement ouvrier et des revendications de justice sociale qui ouvrent de nouveaux horizons d'égalité et de liberté.

Au tournant du XIX^e siècle, les transformations de la société nourrissent l'apparition de langages artistiques nouveaux qui bousculent les normes morales, esthétiques et intellectuelles de la Belle Époque. La musique participe pleinement à ce renouvellement, et la trajectoire d'Erik Satie témoigne de cette effervescence. Personnage inclassable, lié aux avant-gardes et proche des milieux littéraires et artistiques, il compose ses premières œuvres à Montmartre, fréquente Debussy, Verlaine ou Suzanne Valadon, travaille avec Cocteau ou Picasso et se rapproche du Groupe des Six tout en gardant une indépendance farouche.

Engagé dans les combats de son temps, marqué par l'assassinat de Jaurès, attentif aux

mouvements artistiques comme aux combats sociaux, Satie rejoint en 1920 la SFIC, futur Parti communiste, où il détient la carte n°1 de la section d'Arcueil. Sa fin de vie modeste à Arcueil contraste avec l'empreinte durable de son œuvre, reconnue pour son humour, son anti-conformisme et sa modernité.

La soirée « La Révolution Satie » proposera une causerie intitulée « Satie, le souffle d'une révolution musicale », animée par Marc Dumont et Clément Garcia, ainsi qu'un récital du jeune pianiste Martin Jaspard. Cette rencontre offrira l'occasion de mettre en lumière une figure essentielle de la modernité musicale et de revisiter une période décisive où la création artistique se fait l'écho des grands bouleversements sociaux et politiques. ✳

«La Révolution Satie» Vendredi 12 décembre 2025 à 19 h

Espace Niemeyer (siège du PCF) * Entrée à 15 €

<https://boutique.pcf.fr/evenements/la-revolution-satie/>



CAUSERIE << Satie, le souffle d'une révolution musicale ? >> donnée conjointement par Marc Dumont, historien de la musique, longtemps producteur à France Musique et Clément Garcia, journaliste à l'Humanité.

RÉCITAL DE MARTIN JASPARD, pianiste virtuose, 1^{er} prix du Concours International Brahms à Detmold.

Gaza, Palestine, Proche et Moyen-Orient



Ce furent les thèmes abordés devant une soixantaine de camarades – réunis en Assemblée générale des Vétérans du PCF 78, le 29 novembre 2025 à Trappes – par Leïla Moussavian-Hupe, membre du Conseil national et de la Commission internationale du PCF, chargée du Proche et du Moyen-Orient, et par Yassar Ayoub, responsable de la Coopération décentralisée, chargé de communication auprès de son Excellence Madame Hala Abou-Assira. Accents ont été mis sur la volonté colonialiste permanente de tous les gouvernements d'Israël qui agressent tous les pays

de cette région, avec leurs cortèges d'atrocités commises contre les peuples, comme dans tout régime colonial et avec le soutien systématique de l'impérialisme des États-Unis, aidé par l'Union européenne, pour faire d'Israël son gendarme génocidaire surarmé et suréquipé dans cette région géostratégique. Invités également à participer à cette matinée, des représentants de l'AFPS, du Mouvement de la paix, de l'UJFP, de Cuba Coopération et de Cuba Si ont pris la parole. ✪

Annie Demont



Le Venezuela dans la ligne de mire de l'empire

Depuis quelques semaines, Washington multiplie les signaux inquiétants à l'égard du Venezuela : menace d'intervention militaire, mise à prix de la tête du président démocratiquement élu... Si la forme est innovante, rien de nouveau sur le fond. Les États-Unis continuent d'agir comme si l'Amérique latine était leur terrain de jeu, un espace où ils pourraient soutenir qui bon leur semble, renverser qui les dérange, redessiner la carte politique selon leurs intérêts.

L'Histoire nous a appris à quel point l'impérialisme des États-Unis n'a pas de limites. Du Chili de 1973 aux mensonges sur les armes de destruction massive en Irak, les prétextes changent, mais la logique reste la même : justifier l'ingérence en repeignant l'interventionnisme en défense de la démocratie. Aujourd'hui, c'est au nom du "narcotrafic" que Washington désigne son nouvel ennemi. Pendant que l'escalade verbale s'intensifie, le prix Nobel de la Paix est attribué à une figure de droite extrême de l'opposition vénézuélienne, un choix qui en dit long sur la manière dont certains acteurs internationaux organisent les récits, distribuent les rôles, fabriquent les "bons" et les "méchants".

Face à cette pression extérieure, le peuple vénézuélien poursuit la construction de son modèle politique, social et économique, sa voie vers le socialisme, sa révolution bolivarienne. C'est cela qui ne plaît pas aux États-Unis. Démocrates comme Républicains n'ont jamais accepté qu'un pays

comme Cuba développe un modèle déconnecté de toute logique capitaliste ; ils font aujourd'hui pareil avec le Venezuela. La CIA a raté 634 tentatives d'assassinat contre Fidel Castro. Combien de fois vont-ils essayer contre Nicolás Maduro ?

Dans ce contexte, il y a urgence à faire entendre une autre voix. Dans un an, la jeunesse du monde se retrouvera de nouveau pour le Festival mondial de la jeunesse et des étudiants, qui n'avait plus été organisé depuis 2017. Il aura lieu à Caracas, au cœur même de ce Venezuela que l'on caricature trop souvent sans jamais l'écouter. Le MJCF y participera, aux côtés de milliers de jeunes venus de tous les continents, pour porter un message simple : la paix, l'égalité entre les peuples et le refus de la logique impérialiste.

À l'heure où les tensions montent dangereusement, il est urgent de rappeler que le monde n'a pas besoin d'un shérif planétaire. Il a besoin de justice, de souveraineté populaire et de jeunes capables de regarder plus loin que les récits imposés. Le Venezuela n'est pas un champ de bataille : c'est un peuple qui mérite qu'on le respecte.✱

Assan Lakehouli



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

- PLANÈTE -

OTAN : corruption



Édouard Bénard
Député de la Seine-Maritime

Membre de la commission
de la défense nationale
et des forces armées

Conseiller municipal de
Saint-Etienne-du-Rouvray

Réf. FG/YL/EB

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Mme Catherine Vautrin
Ministre des Armées
Hôtel de Brie
14 rue Saint-Dominique
75007 Paris

Sotheville-lès-Rouen, le 31/10/2025

Madame la Ministre des Armées,

Je souhaite attirer votre attention sur les révélations d'un consortium international de journalistes publiées par *La Lettre*, *Follow the Money*, *Le Soir* et *Knack* relayées par le journal *Libération* le 22 octobre dernier. Un vaste système de corruption et de marchés truqués au sein de l'OTAN prospérerait, impliquant la NATO Support and Procurement Agency (NSPA), l'agence de soutien et d'acquisition de l'OTAN.

Ces enquêtes évoquent notamment un réseau d'agents corrompus et d'industriels favorisés qui auraient manipulé des appels d'offres d'une valeur de plusieurs milliards d'euros en achats d'équipements militaires. Si ces faits sont avérés, alors ils porteraient atteinte à l'intégrité de l'OTAN, aux intérêts de la France et aux entreprises de notre BITD qui se seraient retrouvées écartées de marchés pourtant financés en partie par nos contributions.

Dans le même temps, les États-Unis semblent tout faire pour contenir ce scandale : plusieurs poursuites judiciaires ouvertes par le FBI et le département de la Justice ont été furtivement abandonnées. L'OTAN, quant à elle, a verrouillé toute communication.

La France ne peut pas accepter d'être un simple spectateur de ce système opaque, particulièrement si elle se sent lésée. Il est de notre responsabilité de condamner ces processus fieffés auxquels nous contribuons et d'exiger de la NSPA un audit indépendant de ses marchés. En ce sens, les préjudices subis par les industriels de notre BITD, qu'il s'agisse de nos fleurons industriels ou de nos TPE / PME, ne peuvent pas restés impunis.

99 avenue Jean Jaurès - 76300 Sotheville-lès-Rouen
☎ : 02 27 08 87 70
Courriel : permanence.ebenard@gmail.com

Lettre d'Édouard Bénard à Mme Vautrin, ministre des Armées

Je souhaite attirer votre attention sur les révélations d'un consortium international de journalistes publiées par *La Lettre*, *Follow the Money*, *Le Soir* et *Knack* relayées par le journal *Libération* le 22 octobre dernier. Un vaste système de corruption et de marchés truqués au sein de l'OTAN prospérerait, impliquant la NATO Support and Procurement Agency (NSPA), l'agence de soutien et d'acquisition de l'OTAN.

Ces enquêtes évoquent notamment un réseau

d'agents corrompus et d'industriels favorisés qui auraient manipulé des appels d'offres d'une valeur de plusieurs milliards d'euros en achats d'équipements militaires. Si ces faits sont avérés, alors ils porteraient atteinte à l'intégrité de l'OTAN, aux intérêts de la France et aux entreprises de notre BITD qui se seraient retrouvées écartées de marchés pourtant financés en partie par nos contributions.

Dans le même temps, les États-Unis semblent tout faire pour contenir ce scandale : plusieurs

Lettre d'Édouard Bénard à Mme Vautrin, ministre des Armées

poursuites judiciaires ouvertes par le FBI et le département de la Justice ont été furtivement abandonnées. L'OTAN, quant à elle, a verrouillé toute communication.

La France ne peut pas accepter d'être un simple spectateur de ce système opaque, particulièrement si elle se sent lésée. Il est de notre responsabilité de condamner ces processus fieffés auxquels nous contribuons et d'exiger de la NSPA un audit indépendant de ses marchés.

En ce sens, les préjudices subis par les industriels de notre BITD, qu'il s'agisse de nos fleurons industriels ou de nos TPE / PME, ne peuvent pas rester impunis.

La transparence se doit d'être la boussole de nos institutions, exigeons ainsi une procédure judiciaire et le dépôt d'une plainte auprès du procureur de la République. Il est temps que la justice effectue son travail sans interférence du pouvoir exécutif, comme l'ont fait les forces de l'ordre américaines, néerlandaises, belges ou encore espagnoles.

Leur action commune a permis l'arrestation et la condamnation de Scott Willason et Ismail Terlemez, ainsi que de mener à l'arrestation d'une dizaine d'autres suspects, dont cinq agents ou ex-agents de la NSPA.✳

Edouard Bénard

député de la Seine-Maritime



chantalmontellier@free.fr lundi 27 octobre 2025



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei
(directeur), Amado Lebaube,
Léna Mons, Kristina Nikolaishvili,
Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info
(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

« Nous voulons faire le choix du salaire plutôt que du RSA, des cotisations plutôt que des exonérations, des impôts plutôt que de la TVA, de la justice fiscale plutôt que de la fraude fiscale »



FABIEN ROUSSEL
LE PARTI PRIS
DU TRAVAIL

Fabien Roussel
Secrétaire national du PCF



À retrouver dès maintenant
en librairie ou sur boutique.pcf.fr